

n° 1167

Hebdomadaire - 5 février 1987 - 5 F

D 1167 NICARAGUA: LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), organisme officiel de l'ONU, vient de publier son rapport 1985 sur la situation du Nicaragua. Nous en donnons ci-dessous un aperçu à travers l'article de la revue nicaraguayenne *Pensamiento Proprio* de novembre/décembre 1986, que nous reproduisons intégralement. Baisse du produit intérieur brut de 3%, inflation subitement montée à près de 335% en fin 1985, budget consacré pour moitié à la défense nationale: l'hypothèque de la guerre est lourde pour le gouvernement nicaraguayen. La stratégie nord-américaine d'affaiblissement et de renversement du régime par la pression économique est, de ce point de vue, couronnée de succès. Les chiffres détaillés le montrent.

En ce qui concerne la dépendance économique du Nicaragua vis-à-vis de l'Union soviétique et des pays de l'Est (cf. DIAL D 1004) - un des thèmes de la polémique internationale sur le Nicaragua - le rapport de la CEPAL donne, de la situation réelle des liens économiques de ce pays, une vision plus nuancée et plus complexe. Le lecteur se reportera utilement au tableau n° 2 dans l'article ci-dessous.

Il n'en reste pas moins que l'effort militaire et la récession économique donnent la mesure de la gravité de la situation économique au Nicaragua.

Note DIAL

Rapport de la CEPAL sur le Nicaragua**"LA GUERRE COMME FACTEUR DE DISTORSION"**

"En 1985, l'activité économique du Nicaragua a continué d'afficher une tendance à la récession; le produit intérieur brut (PIB) a baissé d'environ 3%, ce qui ramène le PIB par habitant au niveau d'il y a vingt-cinq ans." Ainsi commence le dernier rapport en date sur le Nicaragua de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). L'affirmation n'est certes pas très flatteuse, même si on note des phénomènes identiques dans les économies d'autres pays de la région.

A quoi tient ce comportement de l'économie nicaraguayenne? La CEPAL signale que les facteurs ayant augmenté la récession sont les mêmes que ceux ayant affecté l'économie du pays au cours des dernières années: des éléments à caractère économique et extra-économique se sont conjugués dans leurs effets négatifs. Tout comme dans les années antérieures, le rapport montre que "des circonstances étrangères à l'activité économique prennent, dans l'analyse de la crise économique nicaraguayenne, un relief inhabituel en comparaison de la conjoncture d'autres pays". En d'autres termes, il s'agit de la guerre d'agression comme facteur de distorsion hors de laquelle on ne peut comprendre la marche de l'économie nicaraguayenne.

Récession et réajustement

L'aggravation des déséquilibres financiers, tant extérieurs qu'intérieurs, ainsi qu'une offre déficitaire caractérisent, pour la CEPAL, la situation économique en 1985. Le rapport fait état de trois données quant aux balances:

1. le déficit du compte courant - qui s'est élevé au triple des exportations - a été de 12% plus grand qu'en 1983 et 1984;
2. le déficit fiscal, en dépit des mesures de contrôle des dépenses publiques, a représenté plus de 40% des dépenses totales du gouvernement et plus de 22% du produit intérieur brut;
3. l'inflation s'est accélérée et, entre décembre 1984 et décembre 1985, les prix ont augmenté de 334%.

Devant la stagnation économique, déclare la CEPAL, le gouvernement commence à appliquer en février une politique d'ajustement et de stabilisation destinée à augmenter la production de biens d'exportation et de consommation de base, à accroître le rendement des entreprises, à corriger les déséquilibres financiers et les pénuries du marché. En même temps, il cherche à consolider les résultats obtenus par la paysannerie.

Quel a été le résultat de ces mesures? La CEPAL en note l'aspect positif: la réduction des dépenses publiques, en termes réels, qui ont représenté une part décroissante du PIB malgré la récession de l'économie. Mais le poids des nécessités de la défense a empêché d'obtenir des résultats plus significatifs. Par ailleurs l'inflation a augmenté beaucoup plus vite que prévu. Le gonflement des dépenses militaires, l'augmentation des liquidités dans les mains du public et l'offre insuffisante ont été les facteurs d'accélération de l'inflation. Les salaires ont, en conséquence, perdu leur pouvoir d'achat.

Les distorsions ont également continué en matière d'emploi et d'activité productive. Le transfert de salariés au secteur informel, la mobilisation pour la défense et les déplacements pour cause de guerre ont maintenu la situation paradoxale d'un taux élevé de sous-utilisation de la main d'oeuvre alors qu'elle fait défaut dans d'autres activités productives.

En résumé, la CEPAL conclut que 1985 a été sous le signe de la continuation de la longue phase de récession de l'économie nicaraguayenne, et que les facteurs économiques et extra-économiques (sous-entendu l'agression des Etats-Unis) ayant contribué à faire naître cette situation ne semblent guère surmontables à court terme.

Causes de la récession

L'offre a chuté pour deux raisons principales: la diminution de la production manufacturière et la stagnation du secteur agro-pastoral. Cette situation est due, d'après la CEPAL, à un certain nombre de facteurs: la faible productivité du travail; le manque aigu de devises, qui a rendu difficile l'acquisition d'équipements et biens de capital; les aléas du marché international; la mobilisation militaire et la réimplantation des populations, qui ont des répercussions négatives en matière de disponibilité de main-d'oeuvre; la réticence constante de larges milieux d'entreprise à investir pour le maintien ou l'expansion de leurs activités; ainsi que les effets directs de la guerre qui, en plus des pertes en vies humaines, a provoqué des dommages dans les activités productives du même ordre que l'année précédente.

Du côté de la demande globale, seuls la consommation du gouvernement et les investissements dans la construction ont été positifs. Les investissements bruts ont diminué de 18%.

Le gouvernement a augmenté sa consommation de 8%, essentiellement pour les exigences accrues de la défense, ce qui a représenté plus de 50% du budget national. La consommation en général n'a augmenté que de 0,6%, un pourcentage très inférieur à celui de l'augmentation de la population. Evidemment cela a eu des effets négatifs sur la population, mais la CEPAL souligne que "il faut tenir compte que les

efforts dans le sens d'une distribution adéquate des produits de base a permis une consommation relativement satisfaisante, tandis que pour les biens non primaires, il y a toujours des problèmes sérieux".

Les causes de cette situation viennent, pour la CEPAL, en partie de la décision du gouvernement de sélectionner les dépenses d'investissement scrupuleusement en fonction de critères de priorité. Grâce à cette politique le gouvernement a pu poursuivre des projets à caractère économique - considérés comme importants - et répondre aux besoins de la défense. Ainsi s'explique la réduction des investissements en machines et en équipements.

Production affaiblie

Quel a été le comportement des différents secteurs expliquant la diminution de 3% du PIB?

L'agriculture, pratiquement en stagnation, a connu un taux de croissance de 0,2% seulement. Les mesures prises pour encourager la production (prix, taux d'intérêts, paiement partiel en dollars...) n'ont pas été suffisantes pour compenser une série de facteurs négatifs. Parmi ceux-ci, la CEPAL énumère: un manque de pluie prolongé, avec ses conséquences négatives sur les cultures; la faiblesse des prix internationaux de certains produits à l'exportation; les limitations d'achats d'engrais, de pièces de rechange et de machines par suite du manque de devises; ainsi que d'autres facteurs à caractère extra-économique comme les effets de l'agression et le blocus économique imposé par les Etats-Unis.

Les superficies cultivées ont diminué de 8,5%, en particulier pour le coton (qui est passé de 164.000 *manzanas* (1) à 123.000) et le sésame (de 22.000 *manzanas* à 14.000). Il y a eu également, mais dans une proportion moindre, une diminution des superficies de produits cultivés à usage de consommation interne, de l'ordre de 6%. Cependant, la production du haricot rouge et du riz a augmenté de façon significative (12 et 14% respectivement) par accroissement de l'irrigation. Le sorgho a été un cas spécial (86% d'augmentation) en raison de l'augmentation de la superficie plantée et, parfois, de la substitution à la culture du coton.

Les principaux produits à l'exportation se sont comportés de la façon suivante par rapport à 1984:

- * coton: - 19%, en raison des conditions climatiques, des fléaux et du manque d'engrais;
- * café: + 13%, par suite d'un meilleur rendement dû au régime des pluies, et d'une importante mobilisation de main d'oeuvre pour la récolte;
- * sucre: - 10%, par baisse de rendement;
- * banane: niveau maintenu, la fermeture du marché nord-américain n'ayant pas affecté la production écoulée sur d'autres marchés.

L'élevage a été de nouveau sous le signe d'une crise grave qui met en danger la stabilité du cheptel. L'activité porcine et avicole a perdu son dynamisme des années précédentes.

La pêche a connu une augmentation notoire, grâce aux efforts de l'Institut nicaraguayen de la pêche dans la mise à profit du potentiel de pêcheries du pays, malgré les difficultés d'entretien de la flotte et de la capture proprement dite dues aux conditions générales économiques et extra-économiques.

L'industrie manufacturière a vu la valeur brute de sa production baisser de 5% en 1985. Diverses causes se sont conjuguées, selon la CEPAL, pour provoquer la

[1] Unité de mesure légèrement inférieure à l'hectare (0,835 ha) [NdT].

dépression du secteur qui avait crû de plus de 5% en 1983 et de près de 1% en 1984: le manque général de devises a rendu difficile l'importation d'équipements et de matières premières; le service militaire et la fuite des travailleurs en direction du secteur informel ont privé les entreprises de travailleurs qualifiés; la distorsion de la structure des prix et des salaires s'est accentuée en 1985; à quoi il faut ajouter les effets de l'embargo commercial des Etats-Unis sur une industrie hautement dépendante d'investissements et de biens de capital en provenance de ce marché.

Les produits alimentaires, les boissons et le tabac, qui représentent 52% de la production totale du secteur, ont vu baisser de 6% la valeur brute de leur production. Les produits alimentaires ont diminué de 9% tandis que les boissons et le tabac ont continué leur rythme ascendant commencé en 1983 à raison de 3,3% chaque année.

L'industrie du bois et des meubles a été celle qui a connu le taux de croissance le plus élevé (28%), en raison des difficultés d'opération des scieries localisées dans les zones de guerre. Les produits chimiques, qui avaient fait preuve de redressement au cours des deux années précédentes, ont vu leur production diminuer par suite des difficultés d'obtention des produits importés.

Exportation diminuée

La détérioration affichée par le secteur extérieur dans les dernières années s'est accrue en 1985. Tant la balance commerciale que le solde du compte courant ont enregistré des déficits supérieurs à ceux de l'année précédente. La donnée déterminante concernant le secteur extérieur est la baisse de 24% des exportations, ce qui signifie en chiffres absolus qu'on a exporté en 1985 pour une valeur de 292 millions de dollars. La chute des prix internationaux compte pour 6% en 1985, les 19% restants représentant la diminution du volume des exportations. Par ailleurs les importations sont, en valeur, restées pratiquement au même niveau que précédemment.

L'élément important a été la fermeture du marché nord-américain décrétée par le président Reagan en mai, ce qui a obligé le gouvernement nicaraguayen à diversifier davantage son commerce extérieur. Pour ce qui est de la banane, la prospection s'est faite en Europe à travers des réseaux propres de commercialisation. Le sucre a été vendu aux pays arabes et socialistes avec, dans certains cas, des conditions favorables en matière de troc.

La CEPAL mentionne le changement structurel dans l'origine et la destination du commerce extérieur, en soulignant l'augmentation de la participation des pays socialistes et la diminution des exportations vers l'Amérique centrale. Evidemment, les Etats-Unis disparaissent pratiquement, après la décision d'embargo, comme pays commerçant avec le Nicaragua.

Les relations commerciales avec l'Amérique centrale ont été rendues plus difficiles pour deux raisons. La première, c'est la difficulté du Nicaragua à proposer des produits pour commercialisation régionale, principalement dans la branche des produits chimiques. La seconde, c'est le fait que les problèmes liés au règlement des soldes non compensés par l'échange de marchandises ont conduit les autres pays à durcir leurs conditions auprès du Nicaragua en exigeant un paiement en dollars ou "au coup par coup". Cependant, le troc - beaucoup utilisé avec le Guatemala - et le petit commerce ont représenté un léger palliatif dans cette diminution.

Les importations ont connu une baisse de 2% en valeur. Il y a eu réduction d'importation de biens de consommation et de matières premières pour l'industrie. Par contre, dans la branche pétrole et combustibles et dans celle des produits pour l'agriculture, les hausses ont été respectivement de 26% et de 52%.

Des crédits pour le déficit

La balance du compte courant accuse pour 1985 un déficit de 569 millions de dollars, le plus élevé des dix dernières années. Le déficit a été en grande partie (pour 487 millions) couvert par une entrée de capitaux remboursables à long terme.

Suite aux restrictions de crédits en provenance du privé et d'organismes multilatéraux, les crédits bilatéraux d'origine officielle ont constitué la principale source de financement pour le Nicaragua. Malgré les difficultés soulignées, les transferts unilatéraux - toujours d'origine officielle - n'ont jamais diminué; ils sont même passés de 88 millions en 1984 à 93 millions en 1985. Ils viennent aussi bien de gouvernements des pays à économie de marché que des pays socialistes, ces derniers les fournissant en nature.

Dans ce cadre il n'est pas étonnant que le solde de la dette extérieure s'élève en fin 1985 à 5 milliards de dollars, bien qu'une grande partie de son augmentation (quelque 570 millions) vienne des paiements en retard au titre du service de la dette (intérêts et remboursements non réglés à la date prévue). Au tableau n° 4 on peut vérifier que les remboursements et intérêts payés sont moindres que l'année précédente. En 1985 plus de 200 millions de dollars de la dette ont été renégociés.

Tableau n° 1

NICARAGUA: PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 (1)
1. Produit intérieur brut							
PIB total (2)	850	889	937	929	971	956	931
PIB par habitant (3)	316	321	327	314	317	303	285
2. Taux de croissance							
PIB (4)	26,4	4,6	6,4	-0,8	4,4	-1,4	-2,6
PIB par hab. (4)	-28,4	1,6	1,9	-4,0	1,0	-4,4	-5,9
chômage	22,9	22,4	19,0	22,2	18,9	21,1	22,3
3. Prix à la consommation							
En décembre (4)	70,3	24,8	23,2	22,2	32,9	50,2	334,3
Moyenne annuelle (4)	48,2	35,3	23,9	24,8	31,1	35,4	219,5
4. Salaires réels (5)	-13,6	-15,0	1,4	-12,7	-12,7	0,1	18,9
5. Recettes de l'Etat (4)	16,7	139,2	21,4	34,6	40,9	54,2	136,4
Dépenses de l'Etat (4)	-9,3	113,4	32,2	32,1	80,8	33,9	133,8
Déficit fis./dép. (4)	36,5	30,3	36,0	34,8	49,1	41,4	40,8
Déficit fisc./PIB (4)	13,3	9,2	12,4	13,6	30,0	24,8	22,2
6. Exportations biens/services	-6,7	-26,4	11,8	-10,2	3,7	-8,0	-16,5
Importations b./s. (4)	-22,3	77,9	14,1	-20,0	12,5	-4,3	-0,2
Balance comm. (4)	-11,7	-6,2	-12,4	-8,8	-10,6	6,7	-7,6
7. Solde commercial (6)	161	-414	-484	-382	-463	-464	-527
Solde compte courant (6)	90	-491	-563	-514	-518	-508	-569
Solde compte capital (6)	-93	289	617	416	555	519	592

Source: CEPAL, sur la base des chiffres officiels

(1) Chiffres provisoires. (2) En millions de dollars 1970. (3) En dollars 1970.

(4) En pourcentage. (5) Perçus par les affiliés à l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale et de bien-être. (6) En millions de dollars.

Tableau n°2 **NICARAGUA: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE BIENS PAR PAYS**

	1977	1980	1984	1985 (1)
Exportations FOB (2) MCCA (3)	21,0	16,7	9,6	7,5
ALADI	2,6	0,4	1,8	-
CEE (5)	28,4	28,8	29,3	40,4
Etats-Unis	22,7	36,0	12,2	6,8
Japon	11,0	2,8	24,6	
Canada	0,4	6,3	3,1	
CAEM (6)	1,0	1,9	6,2	3,8
Autres	12,9	7,4	13,2	
Importations CIF (2) MCCA	21,6	23,9	9,0	5,6
ALADI	14,7	20,3	17,8	
CEE	12,6	7,9	12,5	
Etats-Unis	28,8	27,5	16,1	
Japon	10,1	3,3		
Canada	0,7	1,2		
CAEM	0,3	0,2	25,8	
Autres	11,2	5,6		

Source: CEPAL, sur la base des chiffres du ministère du commerce extérieur

[1] Chiffres provisoires. [2] En pourcentage sur les chiffres réels et non arrondis. [3] Marché commun centro-américain. [4] Association latino-américaine d'intégration. [5] Communauté économique européenne. [6] Conseil d'aide économique mutuelle, anciennement COMECON (pays de l'Est et Cuba).

Tableau n° 3 **NICARAGUA: DÉPENSES DE L'ETAT PAR PRINCIPALES FONCTIONS (EN POURCENTAGE)**

	1983	1984	1985 (1)
Aire sociale	19,3	20,4	23,6
{-Education et culture	9,0	10,5	11,0
{-Santé et bien-être social	7,9	7,2	9,2
{-Logement	2,5	2,6	3,4
Infrastructure et production	34,0	20,7	16,3
Commerce et tourisme	7,4	7,5	2,1
Admin. gén. et défense	32,0	44,4	54,0
{-Administration générale	14,0	21,2	16,0
{-Défense et sécurité	18,0	23,2	38,0
Autres	7,3	7,0	4,0

Source: CEPAL, sur la base des chiffres du ministère des finances

[1] Chiffres provisoires

Tableau n° 4 **NICARAGUA: INDICATEURS DETTE EXTERIEURE**

	1980	1981	1982	1983	1984	1985 (1)
Dettes totale (2) : Solde (3)	1825,4	2566,1	3139,0	3788,6	4362,2	4935,8
Long/moyen terme	1570,7	2163,2	2578,4	3263,4	3900,9	4495,4
Court Terme	254,7	402,9	560,6	525,2	461,3	440,4
Serv. dette (Rembt+intérêts)	109,2	191,7	202,8	102,8	78,9	70,7
Rap. en % (service/exportations)	21,9	41,3	45,4	22,2	18,7	19,8

Source: CEPAL, sur la base des chiffres de la Banque centrale du Nicaragua

[1] Chiffres provisoires. [2] En millions de dollars. [3] Solde en fin d'année.

Note: Le solde de la dette extérieure concerne dans sa presque totalité la dette publique. Depuis 1980 le solde constant de la dette privée est de l'ordre de 5 millions de dollars.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
 Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
 Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441